



SÉCURISATION CULTURELLE, JUSTICE SOCIALE ET SAVOIRS AUTOCHTONES

Colloque n° 409, en mode virtuel

Mardi 4 mai 2021 : 9h00 à 17h00

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (Commission Viens) lancée en décembre 2016 a remis son rapport au gouvernement du Québec en septembre 2019. Parmi les appels à l'action qu'on y trouve, plusieurs concernent la démarche de la sécurisation culturelle présentée comme un moyen de médiation entre, d'un côté, la société québécoise, et de l'autre, la population, les instances et les communautés autochtones. Cette démarche, élaborée au départ par les Maoris de la Nouvelle-Zélande et présentée un peu partout dans la communauté scientifique comme un outil de justice sociale, propose un réel changement de paradigme tant dans l'offre de services publics destinés aux populations autochtones que dans la rencontre entre les savoirs autochtones et les savoirs scientifiques sollicités pour la circonstance. Le présent colloque propose d'examiner cette démarche sous différents angles (santé, éducation, justice, employabilité, développement communautaire), d'en documenter les applications québécoises et canadiennes (le cas échéant) et d'en arriver à un premier portrait de ces différentes dimensions et perspectives. Quelle est la portée de cette démarche? De quelle manière peut-elle contribuer à transformer les relations entre les Québécois et Québécoises et les Autochtones et, dans la foulée, jouer un rôle déterminant dans la lutte aux inégalités sociales et à la discrimination? Comment se positionne présentement cette démarche dans les études décoloniales? Ces questions seront mises en débat entre des universitaires et des acteurs et intellectuels autochtones.

8h45	Ouverture et bienvenue
9h00	Paroles de sagesse- OSCAR KISTABISH, CAAVD
9h10-9h45	<p>NATHALIE KERMOAL, Vice-doyenne académique, Université d'Alberta</p> <p>Titre : <i>Pour un cadre conceptuel métis de la santé</i></p> <p>Depuis quelques années, nous assistons à l'émergence de concepts autochtones de bien-être (well-being en anglais). Privilégier un cadre conceptuel autochtone permet de dépasser « une idéologie de rattrapage qui confine les Autochtones à la remorque de la société québécoise ou canadienne ... » (Lévesque, 2015 : 3). Il permet aussi une révision de cette notion qu'il suffit d'adapter ou d'ajuster nos mesures (devenues la référence absolue) au contexte autochtone pour trouver des solutions (Lévesque, 2015 : 3). Alors que la littérature existante met surtout l'accent sur des concepts de bien-être définis par les Premières nations, depuis quelques années les Métis de l'Ouest canadien tentent eux aussi de déterminer leurs propres concepts pour permettre l'implantation de programmes culturellement adaptés. Dans notre communication, nous explorerons le rôle de la colonisation dans la construction des inégalités dans le secteur de la santé mais aussi les concepts de bien-être que les communautés métisses de l'Alberta favorisent pour la mise en place de programmes culturellement adaptés.</p>
9h45-10h30	<p>CHANTAL VISCOGLIOSI, professeure, Université de Sherbrooke</p> <p>Titre : <i>Paroles et récits des aînés autochtones pour le mieux-être</i></p> <p>Le mieux-être est un défi pour les peuples autochtones, en partie parce que les services occidentaux n'adoptent pas une approche holistique. En dévaluant les connaissances traditionnelles, les valeurs et les croyances autochtones, ces services réduisent le pouvoir autochtone et affectent l'identité culturelle. Les aînés autochtones participent à la solidarité intergénérationnelle en transmettant les connaissances, les valeurs et la culture dans une approche holistique. Malgré l'acceptation généralisée de l'importance des contributions des aînés autochtones, une synthèse rigoureuse des connaissances n'a jamais été faite. Nous en présenterons les résultats.</p>
10h45-11h30	<p>KARINE CROTEAU, professeure, Université d'Ottawa; GILBERT WHITEDUCK (maîtrise en éducation), superviseur clinique du Centre Wanaki, membre de la nation Anishinabé-Algonquine de Kitigan Zibi et CATHERINE DUSSAULT, doctorante en sociologie, spécialiste du contenu autochtone à la Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa</p> <p>Titre : <i>Accroître la sécurisation culturelle dans les services sociaux aux Premiers Peuples</i></p> <p>La proposition s'appuie sur les réflexions entourant l'initiative Kinistôtadimin2 amorcée en 2018 à l'École de service social (ÉSS) de l'Université d'Ottawa (UO), située sur le territoire traditionnel et non cédé de la Nation Omàmiwinini Algonquine. L'allocution est motivée par un appel au devoir et à la responsabilité des universités d'accroître la sécurisation culturelle dans la formation, la recherche et l'intervention sociale, afin de garantir des services sociaux sécuritaires qui respectent les valeurs et correspondent aux conceptions autochtones du savoir, de l'entraide et du mieux-être. L'état des lieux relatif aux apprenants autochtones dans les ÉSS sera d'abord présenté. Les différentes déterminations du néologisme « d'autochtonisation » des milieux académiques seront ensuite examinées (Gaudry et Lorenz, 2018). Nous présenterons alors des perspectives potentiellement décolonisatrices de la discipline professionnelle et d'étude du travail social. Deux cas de figures ontariens; soit l'Université Laurentienne et l'Université Wilfrid Laurier, feront également l'objet d'examen afin d'en dégager des pistes prometteuses. S'inspirant en partie de ces modèles, les étapes opératoires de la décolonisation de l'ÉSS de l'UO et les enjeux rencontrés lors de la mise en œuvre de ce processus seront exposés en conclusion.</p>
11h30-12h15	<p>MAGALIE QUINTAL-MARINEAU, professeure, INRS</p> <p>Titre : <i>Le marché du travail au Nunavut : espace de rencontre entre Inuit et qallunaat</i></p> <p>Depuis le tournant du XXI^e siècle, la participation au marché du travail et l'employabilité des Inuit sont apparues comme des enjeux centraux en vue d'améliorer la qualité de vie des individus et de leurs collectivités. Si plusieurs stratégies ont été déployées afin de créer une économie salariale ainsi qu'une main-d'œuvre inuite adaptée aux besoins et aux normes industriels, les vécus et les aspirations des Inuit en milieu de travail n'ont reçu à ce jour que peu d'attention. Dans cette présentation nous explorons comment l'emploi au Nunavut constitue un espace important de rencontre entre les savoirs, les vécus et les aspirations des Inuit et <i>qallunaat</i> (non-Inuit). À partir d'une démarche qualitative incluant des entretiens menés dans deux communautés, nous examinons des expériences individuelles et collectives en milieu de travail (<i>workplace</i>) et documentons les mécanismes d'inclusion/exclusion qui favorisent/limitent la participation des Inuit au marché du travail.</p>

	Notre réflexion interroge ces espaces de rencontre et les relations qui s’y tissent à partir des concepts d’ <i>ethical space</i> (Ermine 2007) et <i>third space</i> (Hooks 1989). Finalement, nous proposons une réflexion sur la portée et le potentiel de la démarche de sécurisation culturelle en contexte d’emploi.
12h15-13h15	Pause lunch
13h15-14h00	<p>CATHERINE DUSSAULT ET KARINE VANTHUYNE, professeure, Université d’Ottawa</p> <p>Titre : <i>Autochtoniser l’éducation post-secondaire : défis de mise en œuvre</i></p> <p>Depuis la publication des 94 appels à l’action de la Commission Vérité et Réconciliation du Canada, la plupart des universités canadiennes se sont engagées dans leurs plans stratégiques à promouvoir l’« autochtonisation » de leurs programmes de recherche et d’enseignement. À la base, l’autochtonisation du milieu universitaire vise l’élargissement des conceptions historiquement étroites du savoir académique, pour y inclure les ontologies, épistémologies et méthodologies autochtones de manière transformatrice. Les paramètres de cette inclusion demeurent toutefois sujets à débat. Certains considèrent l’autochtonisation comme le seul ajout « d’intrants » autochtones sur le campus, les universités étant des lieux neutres auxquels les étudiant-e-s, le personnel et le corps professoral devraient se conformer. D’autres aspirent plutôt à réorienter fondamentalement la production et la diffusion des connaissances en fondant les relations de savoir et de pouvoir entre Autochtones et allochtones sur de nouvelles bases. Dans cette communication, à partir de nos expériences respectives en tant que Spécialiste de contenu autochtone de la Faculté des sciences sociales (FSS) de l’Université d’Ottawa (C. Dussault) et de co-directrice du Comité d’autochtonisation et de décolonisation de la FSS (K. Vanthuyne), nous analysons les défis liés à la mise en œuvre de la seconde approche, celle de l’autochtonisation comme processus de décolonisation. Plus précisément, nous examinons le travail effectué jusqu’à présent pour autochtoniser les programmes d’études de la FSS selon le modèle de l’« infusion » (Vetter et al. 2014). Ce modèle encourage « la construction réfléchie d’une pédagogie et de compréhensions qui respectent les modes de connaissance et d’être autochtones » (Pidgeon 2016, 86). Selon cette approche, il ne s’agit donc pas simplement d’ajouter des contenus autochtones aux programmes d’études, mais plutôt de décentrer et de dépasser des perspectives eurocentriques dominantes qui encore aujourd’hui structurent les disciplines universitaires.</p>
14h00-14h45	<p>MARIE THÉRIAULT, professeure, Université de Montréal; DIANE ÉLIZABETH LABELLE, chercheuse communautaire, Kahnawake; MARCEL BISSONNETTE, professeur, Udm et MARIE-ÈVE LEFEBVRE, étudiante à la maîtrise en andragogie, Udm.</p> <p>Titre : <i>Vers un Référentiel des compétences exprimant la vision holistique et autochtone de l’enseignement et de l’apprentissage en éducation des adultes des Premières Nations.</i></p> <p>L’éducation holistique tout au long de la vie et la sécurisation culturelle sont deux dimensions fondamentales de cette démarche de coconstruction. Les exigences gouvernementales en matière de formation à la profession enseignante et de professionnalisation compliquent la reconnaissance des compétences des pédagogues autochtones. Cette situation, se vivant dans les communautés, conduit nombre de pédagogues et de détentrices et détenteurs du savoir autochtone à une précarité économique et d’emploi. Le Référentiel se bâtit à partir des besoins des milieux et s’appuie sur la collaboration des personnes engagées dans la reconnaissance des pédagogies holistiques. Cette communication porte sur les méthodes élaborées par la recherche et la pédagogie autochtones en contexte et sur les dimensions abordées avec et par les personnes des communautés. Elle permet de comprendre le poids colonial que les politiques ministérielles font peser sur cette pédagogie et sur le rayonnement des langues autochtones, mais surtout elle met en lumière l’autorité de la résilience des milieux autochtones en matière d’éducation des adultes.</p>
14h45-15h15	Échanges libres
15h15-17h00	<p>Synthèse et mise en contexte par CAROLE LÉVESQUE, professeure, INRS</p> <p>Discussion entre les participants et participantes</p> <p><i>Sécurisation culturelle : défis et enjeux</i></p>